



Conseil économique et social

Distr. limitée
30 juin 2017
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-septième session

5-30 juin 2017

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-septième session

Projet de rapport

Rapporteur : M. Rodrigo Otávio **Penteado Moraes** (Brésil)

Additif

Questions relatives au programme : évaluation

[Point 3 b)]

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation du programme du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

1. À sa 4^e séance, le 6 juin 2017, le Comité a examiné le rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) sur l'évaluation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ([E/AC.51/2017/2](#)).

2. La Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne a présenté le rapport et répondu, avec les représentants du BSCI et du HCR, aux questions soulevées lors de l'examen dudit rapport par le Comité.

Débat

3. Les délégations ont accueilli avec satisfaction le rapport du BSCI et l'action menée par le HCR dans des conditions difficiles, notamment dans les sites mixtes accueillant des réfugiés et des déplacés, dont il est question dans le rapport. Les délégations ont noté avec satisfaction la conclusion qu'énonce celui-ci, selon laquelle l'action du HCR auprès des déplacés n'avait pas compromis l'exécution de sa mission à l'endroit des réfugiés, et nombre de délégations ont appuyé les recommandations y figurant. L'une d'elles a relevé l'importance du rôle joué par le HCR dans la défense des droits de l'homme. Plusieurs autres ont quant à elles souligné les différences qui existent entre les déplacés et les réfugiés, précisant que ces deux catégories étaient régies par des cadres normatifs différents, et ont



réaffirmé, s'agissant des déplacés, les principes de souveraineté et de responsabilité des États.

4. Il a été souligné qu'il incombait au HCR de se conformer en tout temps aux mandats énoncés dans les résolutions applicables des organes intergouvernementaux ainsi que dans son statut, et de respecter pleinement la souveraineté des États. Il importe en particulier que le HCR cherche à nouer un dialogue avec les pays d'origine et veille à l'application rigoureuse du processus de contrôle d'admissibilité à la protection.

5. Les délégations se sont dites préoccupées par la durée prolongée des crises mettant en cause des réfugiés ou des déplacés, et par le nombre croissant de ces derniers. Elles ont également fait état de certains obstacles rencontrés dans la gestion de ces situations, y compris les problèmes de sécurité et l'absence de volonté politique. Il a également été mentionné que, dans le rapport, la mise en œuvre de solutions durables était le domaine où le HCR avait reçu la note la plus faible et qu'il incombait à ce dernier de travailler de concert avec les acteurs du développement et les pays d'origine pour lutter contre les causes profondes des crises prolongées. La question de la manière dont il convenait de distinguer l'action du HCR de celle d'autres entités travaillant dans le domaine du développement a également été soulevée, comme celle de savoir s'il fallait aborder la situation des réfugiés de longue date dans la perspective de l'urgence ou dans celle du développement durable.

6. Plusieurs délégations ont constaté que les ressources allouées au HCR étaient limitées et ont demandé si le fait que 99 % de son budget provenait de contributions volontaires avait une incidence sur ses activités (voir [E/AC.51/2017/2](#), par. 13). Des précisions ont été demandées sur le fonctionnement de la méthode de comptabilité axée sur les besoins, notamment quant à la manière dont les besoins étaient définis et quantifiés, ainsi qu'au point de savoir si le budget axé sur les besoins du HCR pouvait être considéré comme exact ou comme pouvant prêter à certaines exagérations.

7. En matière de surveillance, plusieurs délégations se sont déclarées préoccupées par l'absence de données sur les réfugiés hors des camps (ibid., par. 24). L'une d'elles a demandé si, en l'absence de telles données, le HCR et le BSCI étaient en mesure de soutenir l'affirmation selon laquelle vivre en dehors des camps permettait d'accroître la résilience. Des précisions supplémentaires ont été demandées sur la manière dont le HCR assurait le suivi de la planification et de l'achèvement de ses interventions. Les délégations ont en outre relevé que le HCR rencontrait des difficultés pour obtenir et transmettre les observations des personnes ayant bénéficié de son intervention, et ont demandé un complément d'information au sujet du processus, notamment quant à savoir si le HCR avait les moyens d'évaluer la prestation des intermédiaires auxquels il faisait appel pour la fourniture de services.

8. Une délégation, se référant aux paragraphes 27 et 47 du rapport, a demandé des éclaircissements quant à l'appréciation des résultats obtenus par le HCR, notamment en ce qui concerne les solutions durables et le partage d'informations. Des renseignements ont été sollicités sur les modalités de la coordination entre le HCR et ses partenaires du système des Nations Unies, notamment avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et la société civile, ainsi que sur l'efficacité de ces modalités. Les délégations ont préconisé l'instauration d'une coordination efficace au sein du système des Nations Unies, afin de faire face aux difficultés complexes qui se posent dans les sites mixtes accueillant à la fois des réfugiés et des déplacés. Une délégation a demandé que le HCR et l'OCHA veillent au suivi de la mise en œuvre de la note conjointe HCR-OCHA de 2014 sur la

coordination dans les situations mixtes dans la pratique et fassent rapport à ce sujet. Des précisions ont également été demandées quant à la proposition de placer une organisation non gouvernementale à la codirection du groupe de protection dans certaines situations. Une délégation a demandé un complément d'information au sujet de la figure III du rapport, notamment s'agissant de la région du lac Tchad.

Conclusions et recommandations

9. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prenne note des recommandations contenues aux paragraphes 65 à 68 du rapport du BSCI sur l'évaluation du HCR (E/AC.51/2017/2), en gardant à l'esprit que ces recommandations étaient présentées dans le contexte de situations mixtes.

10. Le Comité a pris note des difficultés rencontrées par le HCR et ses partenaires pour répondre aux attentes des personnes relevant de leur compétence et pour mieux communiquer avec elles. Comme suite à la recommandation 2 énoncée au paragraphe 67 du rapport, le Comité a noté avec satisfaction que, à l'heure actuelle, le HCR et ses partenaires collaboraient activement avec les personnes dont ils s'occupaient et a recommandé que l'Assemblée générale encourage le HCR à élaborer des mesures concrètes, efficaces et adaptées aux différents contextes pour réduire les insuffisances perçues, de manière à favoriser la prise de responsabilité et à atténuer le mécontentement des personnes dont les besoins n'avaient pas été satisfaits.

11. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale recommande au HCR de poursuivre ses activités dans le plein respect de son mandat.

12. Le Comité a rappelé que les activités menées actuellement par le HCR en faveur des personnes déplacées ne devaient pas compromettre l'exécution de sa mission à l'endroit des réfugiés ni porter atteinte au principe du droit d'asile, tout en relevant que le BSCI avait conclu, à la lumière des études de cas examinées ces dernières années, que, dans l'ensemble, l'action du HCR en faveur des personnes déplacées se trouvant dans des sites mixtes ne semblait pas avoir d'incidence sur les activités relevant de son mandat relativement aux réfugiés. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prenne note de cette conclusion.